



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DE LA MEUSE

Direction des Libertés Publiques et de la Réglementation

Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme

40 rue du Bourg - B.P. 30512 - 55012 BAR-LE-DUC CEDEX - Téléphone 0 821 803 055 - Télécopie 03 29 79 64 49 -

DDE

Arrêté n° 2009-168

**Arrêté préfectoral autorisant l'exploitation  
d'une installation de stockage de déchets inertes  
pris en application de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement  
- Société HCT à GONDRECOURT le CHATEAU -**

**LE PREFET de la MEUSE,**

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.541-30-1 et les articles R541-65 à R541-75,

Vu l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement de déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs ;

Vu l'arrêté du 7 novembre 2005 relatif à la déclaration annuelle à l'administration des installations de stockage de déchets inertes mentionnée à l'article 5 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005,

Vu l'arrêté du 15 mars 2006 fixant la liste des types de déchets inertes admissibles dans des installations de stockage de déchets inertes et les conditions d'exploitation de ces installations,

Vu la demande de la société HCT, rue de la Chapelle, 55130 HOUDELAINCOURT représentée par M.Sébastien HARQUIN en date du 3 octobre 2008, à l'effet d'être autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes sur le territoire de la commune de Gondrecourt le Château, au lieudit « La Rouge Terre »,

Vu l'avis favorable du maire de Gondrecourt le Château rendu le 12 novembre 2008,  
Vu l'avis formulé par la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) le 5 novembre 2008,  
Vu l'avis de la Direction régionale de l'environnement (DIREN) rendu le 27 novembre 2008,  
Vu l'avis favorable de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS) le 4 décembre 2008,  
Vu l'avis de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF) du 11 décembre 2008,

Vu le rapport de la Direction départementale de l'équipement du 19 janvier 2009, complété le 22 janvier 2009,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

# Arrête

**Article 1<sup>er</sup>** : La société HCT, dont le siège social est situé Rue de la Chapelle 55130 HOUDELAINCOURT, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, sise à GONDRECOURT le CHATEAU (55), au lieu-dit « La Rouge Terre », Section ZN parcelle N° 130 sur une superficie de 1 Ha 87 ares, dans les conditions définies dans le présent arrêté et ses annexes.

**Article 2** : Seuls les déchets suivants peuvent être stockés dans l'installation de stockage de déchets inertes :

Chapitre de la liste des déchets (décret n°2002-540).	Code (décret n°2002-540)	Description	Restrictions
17.Déchets de construction et de démolition	17 01 01	Moellons, pierres, aggloméré.	Uniquement déchets triés issus de chantier.
17.Déchets de construction et de démolition	17 01 02	Briques, terre cuite, tuiles, céramiques.	Uniquement déchets triés issus de chantier.
17.Déchets de construction et de démolition	17 01 07	Résidus de béton, dalles gravillonnées, bordures en béton.	Uniquement déchets triés issus de chantier.
17.Déchets de construction et de démolition	17 04 05	Terres, cailloux issus du terrassement.	Les terres végétales et la tourbe sont exclues
17. Déchets de construction et de démolition.	17 05 04	Terres et pierres (y compris déblais).	Les terres et pierres provenant de sites contaminés, devront faire l'objet d'une procédure d'acceptation préalable. Déchets issus du démantèlement d'un remblai constitué de matériaux issus de déchets provenant de chantiers du BTP, sous réserve de satisfaire aux critères d'admission, à l'exclusion de remblais de friches industrielles ou d'anciens crassiers exploités ou non, formant des stockages de déchets provenant d'installation classées.

Seront exclus du site les terres polluées, les matériaux contenant de l'amiante, les déchets industriels banals, les ordures ménagères et les déchets toxiques.

Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois du caoutchouc etc. peuvent également être admis dans l'installation. Sont concernés par ces dispositions les déchets désignés par les rubriques 17 01 01 « Bétons » et 17 01 07 « Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques ».

En cas de présomption de contamination des déchets, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe II du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis en annexe II peuvent être admis.

**Article 3 :** L'exploitation est autorisée pour une durée de 25 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Pendant cette période, les quantités de déchets inertes (hors déchets d'amiante lié à des matériaux inertes) admises en moyenne chaque année sont de 3500 m<sup>3</sup> et sont limitées sur la durée totale d'exploitation à 93.000 m<sup>3</sup>.

**Article 4 :** Les quantités maximales suivantes pouvant être admises chaque année sur le site sont limitées à : 7000 tonnes de déchets inertes (hors déchets d'amiante lié à des matériaux inertes).

**Article 5 :** L'installation est exploitée conformément aux prescriptions précisées en annexe I du présent arrêté.

**Article 6 :** L'installation est exploitée conformément aux prescriptions suivantes pour assurer la protection de la santé et de l'environnement :

- Contrôle avant déchargement des remblais entrant sur le site.
- Mise en place de bennes de récupération des éléments indésirables et élimination selon une filière de traitement adaptée.
- Vérification périodique de l'absence de déchets non inertes sur le site.
- Ravitaillement des engins sur une plate-forme étanche couverte, avec recueil au niveau d'une cuve étanche des fluides (dont hydrocarbures) éventuellement déversés sur cette aire, qui devront être évacués périodiquement par une entreprise agréée.
- Formation du personnel et mise à disposition sur le site et dans les engins, de kits anti-pollutions en cas de déversement accidentel.
- Aucun entretien du matériel ne sera réalisé sur le site.
- Définition d'une procédure d'intervention : décapage des terrains souillés, mise à disposition de produits absorbants, conditions de stockage et d'élimination des terres et produits souillés.
- Mise en place d'un réseau d'alerte et de secours.
- Clôture du site avec portail d'accès fermé à clé en dehors des heures d'ouvertures du site.
- Non compactage du remblai afin de favoriser l'infiltration des eaux de ruissellement.

**Article 7 :** L'exploitant doit faire un rapport annuellement au préfet sur les types et quantités de déchets admis et les éventuels effets néfastes constatés ainsi que sur les mesures prises pour y remédier. A cette fin, l'exploitant adresse chaque année au préfet la déclaration prévue par l'arrêté du 7 novembre 2005 susvisé avant le 1<sup>er</sup> avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente. Il y indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site. L'exploitant adresse copie de sa déclaration au maire de la commune où est située l'installation.

#### **Article 8<sup>1</sup>**

Les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont stockés avec leur conditionnement dans l'alvéole construite à cet effet qui sera délimitée et identifiée sur la zone de transit (*la localisation de l'alvéole sera précisée sur un plan*).

---

<sup>1</sup> Uniquement dans le cas d'un stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes

L'alvéole dédiée au stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes doit être exploitée conformément aux prescriptions précisées au chapitre V de l'annexe I du présent arrêté.

En sus de ces prescriptions, l'exploitant devra respecter la règle suivante de nature à garantir l'intégrité du stockage et le confinement des déchets :

- Création de plates-formes étanches et couverte pour les dépôts provisoires, avec bâchage des chargements en attente, afin de limiter leur lessivage et l'envol des poussières.

**Article 9 :** A la côte finale de remblaiement, une couche de terre végétale sera mise en place en surface et un ensemencement réalisé. En fin d'exploitation du site, une plantation d'arbres d'essences forestière locales sera réalisée.

L'exploitant informe tout acquéreur du terrain en cours ou en fin d'exploitation de la présence de ces déchets.

L'exploitant fait publier à ses frais l'arrêté préfectoral d'autorisation au bureau des hypothèques de la situation des immeubles.

**Article 10 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 11 :** La présente décision ne peut être déférée qu'auprès du Tribunal Administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – C. O. n° 38 – 54036 NANCY Cedex.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur et de quatre ans pour les tiers. Il commence à courir du jour où la présente décision a respectivement été notifiée et publiée.

**Article 12 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse et affiché en mairie de GONDRECOURT LE CHATEAU pendant une durée minimale d'un mois.

Un certificat du maire de cette commune attestera de la réalisation de cette formalité et sera adressé au Préfet à l'expiration du délai d'affichage.

**Article 13 :** Le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse,  
le Sous-Préfet de Commercy,  
le Directeur départemental de l'équipement,  
le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,  
le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
le Directeur régional de l'environnement,  
la Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
le maire de GONDRECOURT LE CHATEAU,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Gérant de la SARL HCT – Rue de la Chapelle – 55130 HOUDELAINCOURT.

Pour copie conforme,  
Le Chef de Bureau délégué,

Marie-José GAND



Bar le Duc, le 20 JAN. 2009  
Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

  
Laurent BUCHAILLAT

## Annexe I :

### **I - Dispositions générales.**

#### **1. - Conformité de l'installation au dossier de demande d'autorisation**

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.

### **II - Règles d'exploitation du site.**

#### **2.1. Contrôle de l'accès**

L'installation de stockage de déchets est clôturée. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Son accès est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation. Un accès principal et unique doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

#### **2.2. Accessibilité**

La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.

#### **2.3. Propreté**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les inconvénients pouvant résulter de l'installation de stockage, notamment :

- les émissions de poussières ;
- la dispersion de déchets par envol.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage. Les abords de la zone sont régulièrement débroussaillés.

#### **2.4. Bruit**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel ou réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### **2.5. Plan d'exploitation**

L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets et notamment les alvéoles spécifiques dans lesquelles sont stockés des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.

#### **2.6. Progression de l'exploitation**

L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur pour limiter la superficie, en cours d'exploitation, soumise aux intempéries.

## **2.7. Affichage**

L'exploitant affiche en permanence de façon visible à l'entrée de l'installation un avis énumérant sa raison sociale et son adresse, le numéro et la date de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation du site, les types de déchets admissibles, les jours et heures d'ouverture s'il s'agit d'une installation collective et la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».

## **2.8. Brûlage**

Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.

(Référence : article 10 du décret n°2006-302)

# **III - Conditions d'admission des déchets.**

## **3.1. Déchets admissibles**

Les déchets admissibles dans une installation de stockage de déchets inertes sont énumérés à l'article 2 du présent arrêté.

Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois du caoutchouc etc. peuvent également être admis dans l'installation. Sont concernés par ces dispositions les déchets désignés par les rubriques 17 01 01 « Bétons », 17 01 02 « Briques », 17 01 03 « Tuiles et céramiques » et 17 01 07 « Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques »

## **3.2. Déchets interdits**

Le stockage de déchets d'un type différent de ceux mentionnés dans l'autorisation d'exploitation est interdit.

(Référence : article 12 II a) du décret n°2006-302)

## **3.3. Dilution**

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

## **3.4. Document préalable d'admission**

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant de l'installation de stockage de déchets inertes un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document précité pourra être rempli par le producteur des déchets ou son représentant lors de la livraison des déchets.

## **3.5. Déchets présentant une suspicion de contamination**

En cas de présomption de contamination des déchets, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe II du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis en annexe II peuvent être admis.

### **3.6. Déchets d'enrobés bitumineux**

Lors de l'admission de déchets d'enrobés bitumineux, l'exploitant vérifie notamment les résultats du test pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron, ces résultats étant indiqués sur le document préalable mentionné au point 3.4.

### **3.7. Terres provenant de sites contaminés**

Dans le cas de terres provenant de sites contaminés, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5 réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

### **3.8. Contrôle lors de l'admission des déchets**

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement listés aux points 3.4 à 3.7.

Dans le cas d'un transfert transfrontière de déchets inertes, l'exploitant vérifie les documents requis par le règlement du 1<sup>er</sup> février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régalaage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.

Le déversement direct dans une alvéole de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

### **3.9. Accusé de réception**

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception à l'expéditeur des déchets.

En cas de refus, le préfet est informé, au plus tard 48 heures après le refus, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets, ...).

### **3.10. Tenue d'un registre**

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage;
- l'origine et la nature des déchets ;
- le volume (ou la masse) des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L.541-44 du code de l'environnement.

#### **IV - Remise en état du site en fin d'exploitation.**

##### **4.1. Couverture finale**

Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chaque tranche. Son modelé devra permettre la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil. La géométrie, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation du site.

##### **4.2. Aménagements en fin d'exploitation**

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site (agriculture, loisirs, construction...) et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. La remise en état est réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation.

Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation doit prendre en compte l'aspect paysager.

##### **4.3. – Plan topographique**

A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500<sup>ème</sup> qui présente l'ensemble des aménagements du site (végétation etc.).

Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation et au propriétaire du terrain si l'exploitant n'est pas le propriétaire.

#### **V - Dispositions supplémentaires pour le cas du stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.<sup>2</sup>**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les règles suivantes devront être respectées.

##### **5.1. Aménagement spécifique**

Le déchargement, l'entreposage éventuel et le stockage des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont organisés de manière à prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante.

A cette fin, une zone de dépôt adaptée à ces déchets est aménagée ; elle sera le cas échéant équipée d'un dispositif d'emballage permettant de conditionner les déchets des particuliers réceptionnés non emballés.

##### **5.2. Règles d'exploitation spécifique**

Ces déchets conditionnés en palettes, en racks ou en grands récipients pour vrac (GRV) souples, sont déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés tels qu'un chariot élévateur, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déversement direct de la benne du camion de livraison sont interdites.

---

<sup>2</sup> Uniquement dans le cas d'un stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.

Les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont stockés avec leur conditionnement dans des alvéoles spécifiques.

### **5.3. Signalisation**

Les alvéoles contenant des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes font l'objet d'une signalisation permettant de les repérer sur le site.

### **5.4. Contrôle lors de l'admission de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes**

Lors de la présentation de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, l'exploitant vérifie et complète le bordereau de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévu par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005.

En plus des dispositions prévues au point 3.8, un contrôle visuel des déchets est réalisé à l'entrée du site et lors du déchargement du camion. L'exploitant vérifie que le type de conditionnement utilisé (palettes, racks, GRV...) permet de préserver l'intégrité de l'amiante lié à des matériaux inertes durant sa manutention avant stockage et s'assure que l'étiquetage "amiante" imposé par le décret du 28 avril 1988 susvisé est bien présent.

### **5.5. Couverture quotidienne**

Les alvéoles contenant des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont couvertes quotidiennement et avant toute opération de régalaage d'une couche de matériaux présentant une épaisseur et une résistance mécanique suffisantes.

### **5.6. Couverture finale**

Après la fin d'exploitation, une couverture d'au moins un mètre d'épaisseur est mise en place à laquelle il est ajouté une couche suffisante de terre végétale pour permettre la mise en place de plantations.

### **5.7. Tenue du registre**

Dans le cas d'un stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, le registre prévu au point 3.10. contient en outre les éléments mentionnés suivants :

- le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets contenant de l'amiante;
- le nom et l'adresse de l'expéditeur initial et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés ;
- le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ;
- l'identification de l'alvéole dans laquelle les déchets sont stockés.

### **5.8. Plan topographique**

Dans le cas d'un stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, le plan topographique prévu au point 4.3. présente également l'emplacement des alvéoles dans lesquelles des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont stockés. Dans ce cas, l'exploitant précise les mesures prises pour garantir l'intégrité de leur stockage et leur confinement et pour prévenir toute exposition future des riverains

aux déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, et notamment les restrictions d'usage du site.

#### **5.9. Obligation d'information**

L'exploitant est tenu d'informer tout acquéreur du terrain en cours ou en fin d'exploitation de la présence des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.  
(Référence : Article 5 - 3°) du décret n°2006-302)

**Annexe II**  
**Critères à respecter pour l'admission de terres provenant de sites contaminés.**

1°/ Paramètres à vérifier lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter.

Paramètres	en mg/kg de matière sèche
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Fluorures	10
Indice phénols	1
COT sur éluat*	500*
FS (fraction soluble)	4000

- \* Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg

2°/ Paramètres à vérifier pour le contenu total et valeurs limites à respecter.

Paramètres	en mg/kg de déchet sec
COT (Carbone organique total)	30000**
BTEX (Benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (Byphényles polychlorés 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

- \*\* Une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

